

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 14 DECEMBRE 2015

Envoyé en préfecture le 22/12/2015

Reçu en préfecture le 22/12/2015

DELEGUES :	SEBA EAU
Nombre	83
Quorum	42
Présents	45
Pouvoirs	6
Votants	51
Abstentions	0
Suffrages exprimés	51
Majorité requise	26
Pour	50
Contre	1

OBJET : N° 3.3.1 - FINANCES - BUDGET PRIMITIF 2016 – GESTION GENERALE -

L'an deux mille quinze, le quatorze du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grosbrières) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / GIBERT Alain (Rocles) / MM. PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CONTESSO Franck (Fons) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude, FALLOT Joseph, LADREYT Jean-Pierre et Mme CHAGNOL Dominique <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB. / ST SERVIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHAGNOL Dominique et M. BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / MM. GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Pays des Vans en Cévennes)
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> MME MOUTERDE Hélène et (Chassiers) à M. SERRE-CHAMARY René / M. RAMANMALI Angelin (Montréal) à MERINE Philippe / M. CUTTIER Jean-François (Prunet) à SAUBIN Philippe / M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. PERBOST Serge / M. MANENT Pierre (Vinezac) à M. GRASSET Guillaume	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. LARDY Jean-Paul (CDC Vinobre) à M. PASCAL Jean
---	---

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / PONTIER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) / ROSE Hermant (Largentière) / RISSE Michel (Malbosq) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. PONTIER Jean-Yves (CDC Pays Aubenas-Vals) / MANENT Pierre (CDC Vinobre) <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. CIVIER Stéphane (CDC Pays Aubenas Vals)
---	--

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / Mme AMET Maryse (Largentière) / M. IMBERT Guy (Rocher) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / MM. MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISSOL Denis (St Privat) / Mme CHARROUD Annie, MM. SOUTEYRAND Marc et AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / IMMACOLATO Jean-Pierre, Mme MAIRESSE Nadine et M. BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques
--	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. FALGON Guy (Chazeaux) / Mme DUMAS Jacqueline (Lalevade d'Ardèche) / MM. FARGIER Gérard (St Pierre-De-Colombier) / SUREL Alain (Sampzon)	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. LACROTTE Robert (CDC Pays Aubenas Vals)
--	--

Le Secrétaire de séance est : Mme TAULEIGNE Lise

ELEMENTS COMMUNS AUX 3 BUDGETS PRIMITIFS

Un budget agrégé pour 3 budgets et 5 sous-budgets

Le budget primitif 2016 est présenté de manière agrégée et reprend les éléments généraux de ces trois composantes que sont :

- le budget principal de gestion générale dénommé « BP 2016 gestion générale », sous nomenclature comptable M14 ;
- le budget annexe n° 1 de l'Alimentation en eau potable dénommé « BP 2016 Alimentation en eau potable », sous nomenclature comptable M49 ;
- le budget annexe n° 2 de l'Assainissement dénommé « BP 2016 Assainissement », sous nomenclature comptable M49.

Les deux budgets annexes cités font l'objet d'une déclinaison analytique par sous-budgets, à savoir :

- pour le budget annexe n° 1 de l'Alimentation en eau potable, le sous-budget « AEP DISTRIBUTION » et le sous-budget « AEP PRODUCTION »,
- pour le budget annexe n° 2 de l'Assainissement, le sous-budget « Assainissement collectif » et le sous-budget « Assainissement non collectif ».

Absence de reprise des excédents reportés

Les budgets primitifs sont régulièrement votés avant la fin de l'exercice budgétaire antérieur, de sorte que les résultats définitifs des comptes administratifs ne sont donc pas connus précisément et ont dû être extrapolés pour avoir des tendances relativement significatives et permettre la construction des budgets primitifs 2016. Les crédits proposés font donc abstraction d'une reprise intégrale des résultats antérieurs. Ceux-ci ne seront repris qu'après le vote des comptes administratifs 2015 via les décisions modificatives au cours de l'exercice 2016. Les comparaisons entre 2015 et 2016 se font donc au même stade budgétaire (budget primitif), avant reprise des résultats et des restes à réaliser.

Economie générale conforme au débat d'orientation

La construction des différents budgets du SEBA reprend, pour l'essentiel, les grandes orientations présentées et actées pour certaines d'entre-elles lors du débat d'orientation budgétaire organisé le 23 novembre 2015 et rappelées brièvement ci-après :

Eléments ayant un impact sur la construction budgétaire 2016

Les facteurs exogènes qui s'imposent au SEBA

- ✓ Une inflation proche de 1 à 2 % depuis 2010 qui stagne, voire régresse, au cours des deux dernières années,
- ✓ Une baisse notable de la consommation depuis plusieurs années, constatée également au niveau national, suite aux conditions climatiques peu propices et par voie de conséquence une baisse des recettes liées à la part variable ; cependant, une année 2015 favorable sur le plan de la consommation, avec un effet positif sur les recettes 2016,
- ✓ Des conditions d'accès aux crédits pour les collectivités publiques, toujours intéressantes,
- ✓ Le niveau des aides extérieures, les subventions en particulier, devrait être maintenu,
- ✓ L'application du protocole de revalorisation salariale dans la fonction publique à compter du 1er janvier 2016 va impacter l'évolution de la masse salariale, malgré le gel du point de la fonction publique,
- ✓ Une inflation proche de 2 % depuis 2010 en net recul en 2014 : 0,5 %,
- ✓ Un niveau des aides extérieures au mieux maintenu.

Les facteurs endogènes propres au SEBA :

- ✓ Les avenants aux contrats de DSP ont généré depuis 2013 un transfert de charges compensé par une baisse des tarifs syndicaux,
- ✓ la maîtrise des dépenses de fonctionnement, clé de voûte de la politique d'investissement engagée depuis 2010, devient un exercice de plus en plus difficile,
- ✓ Un recours à un prêt à taux variable extrêmement favorable,
- ✓ le prix de l'eau (5,83 euros TTC /m3 au 1er juin 2015) reste, malgré le maintien de la part syndicale, encore supérieur à la moyenne nationale,
- ✓ La mise en place depuis le 1er janvier 2013 du multiple de part fixe,
- ✓ le Programme Pluriannuel d'Investissement mis en place depuis 2008 a été ajusté annuellement pour tenir compte des réalisations et de l'engagement de nouvelles opérations,
- ✓ Le taux de réalisation (extrapolé) 2015 ressort autour de 44 %, mais le volume des travaux réalisés et mandatés reste satisfaisant avec 9,5 M€.

RAPPEL DES PRINCIPALES PROPOSITIONS D'ORIENTATION 2016 ET CHOIX OPERES**➤ Propositions d'orientation et d'application 2016 :**

- **vis-à-vis des usagers :**
 - ✓ pas d'augmentation des tarifs de base de la part syndicale tant pour l'eau potable que l'assainissement collectif et non collectif,
 - ✓ application de la modulation à la hausse d'un 1/5ème des tarifs pour les gros consommateurs,
 - ✓ prise en compte de l'inflation, soit 0 % entre octobre 2014 et septembre 2015,
 - ✓ mise en œuvre de l'expérimentation de la tarification sociale,
 - ✓ redéploiement à l'étude du service public d'assainissement non collectif (moyens, priorités, ...).
- **vis-à-vis des collectivités-membres :**
 - ✓ maintien du dispositif antérieur : participation communale à hauteur de 50% pour les travaux en lien avec l'urbanisme avec clarification des priorisations,
 - ✓ assouplissement des dispositions de la délibération prise au titre de l'article 6.2.2 aux statuts « consommation minimale tant annuelle qu'estivale » et « demandes de souscriptions nouvelles » pour les collectivités du SEBA Production,
 - ✓ révision de la même délibération prise au titre de l'article 6.2.3 aux statuts modifiés — « dépassements journaliers récurrents - pénalités » pour l'ensemble de ces mêmes collectivités.

BUDGET PRIMITIF AGREGE 2016

L'ensemble des trois projets de budgets primitifs agrégés 2016 s'établit à la somme de 21 769 224 €. 4506 224 € sont inscrits en section d'exploitation (20 %) et 17 263 000 € en section d'investissement (80 %), à comparer aux chiffres de l'exercice antérieur : 28 047 650 € dont 4 310 250 € en section d'exploitation et 23 737 400 € en section d'investissement.

Le budget primitif agrégé 2016 présenté sous forme d'un tableau synthétique (en cours de séance) ne donne pas lieu à vote, car n'étant qu'un document informel.

Modalités de vote des 3 budgets :

Les trois budgets doivent être élaborés et votés séparément et, ce, avant le 31 mars de l'année N, conformément à la réglementation en vigueur. Selon les dispositions arrêtées au sein du SEBA, ces trois budgets sont votés :

- par sections,
- par chapitres,
- par opérations d'investissement,
- par crédits de paiement (traduction des « AP/CP »),
- par fonction et par nature.

Le budget général est voté par l'ensemble des délégués ; le budget AEP est voté par l'ensemble des délégués moins les délégués des CDC et le budget assainissement est voté exclusivement par les délégués du SEBA 37 + les délégués de Communautés de Communes.

- BUDGET PRIMITIF 2016 - GESTION GENERALE :

Le projet de budget primitif 2016 « Gestion générale » s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 1 548 000 €, contre 1 589 000 € en 2015 (- 2,58 %). 1 400 000 € sont inscrits à la section de fonctionnement contre 1 382 000 € en 2015 (+ 1,31 %) et 148 000 € à la section d'investissement contre 207 000 € (- 28,50 %) en 2015.

L'augmentation des crédits de fonctionnement concerne les chapitres 011 (Charges à caractères général) ; 012 (Frais de personnel) et 66 (Charges financières), la diminution des crédits d'investissement provient du chapitre 21 (Immobilisations corporelles). Peu de programmes de travaux sont envisagés.

Section de fonctionnement**Les recettes :**

Ce budget est alimenté pour la quasi-totalité de ses ressources par les deux budgets annexes (décomposés en quatre sous-budgets) qui financent les charges de structure du syndicat. Ainsi, 587 003 € proviennent du budget AEP et 686 997 € du budget Assainissement, calculés en fonction des clés de répartition adoptées le 8/12/2014 tenant compte d'une approche du coût réel du service des 4 sous-budgets. Il a été identifié les charges spécifiques de chaque service et les autres charges par nature mutualisées, ainsi que le loyer de 70 000 € dû par le délégataire et la participation de 6 000 € pour l'aménagement des bureaux de l'accueil du délégataire.

Les autres recettes consistent en des atténuations de charges de 28 000 € correspondant pour partie au remboursement des salaires des agents en congés de maladie.

Enfin, en opérations internes, des écritures concernent les chèques déjeuners pour 22 000 €.

Les dépenses concernent principalement :

- les charges à caractère général pour 230 000 € contre 207 000 € en 2015 (+ 11,11%) : suite à une augmentation sur les assurances du personnel (cotisations supplémentaires sur les charges patronales) et dans une moindre mesure des prestations informatiques,
- les frais de personnels pour 883 000 € contre 851 000 € en 2015 (+ 3,76 %) : augmentation due essentiellement au doublon de la direction sur trois mois et au G.V.T. (Glissement vieillesse technicité),
- les autres charges de gestion courantes pour 79 000 € contre 91 500 € en 2015 (-13,66 %),
- les charges financières pour 49 300 € contre 35 800 € en 2015 (+ 37,71 %) : augmentation due à l'ouverture d'une ligne de trésorerie en attente des souscriptions d'emprunts 2016,
- la dotation aux amortissements pour 45 000 € contre 83 550 € en 2015 (-46,14 %) : baisse en partie due au solde des amortissements de matériel informatique,
- les charges exceptionnelles (provisions) pour 5 700 € contre 4 150 € en 2015 (+ 37,34%),
- les dépenses imprévues pour 20 000 € contre 15 000 € en 2015 (+ 33,33 %),
- Le virement à la section d'investissement pour 88 000 € correspondant au remboursement du capital des emprunts.

Section d'investissement

Les recettes proviennent de :

- la dotation aux fonds divers et réserves pour 10 000 € correspondant au FCTVA,
- la dotation aux amortissements pour 45 000 € (opération d'ordre),
- des emprunts pour 5 000 € : il s'agit là d'une prévision, les besoins définitifs de financement seront connus après reprise des résultats,
- le virement de la section de fonctionnement pour 88 000 €.

Les dépenses sont constituées des opérations suivantes :

- 36 000 € pour l'aménagement « bureaux du délégataire – accueil »,
- 10 000 € pour éventuellement des installations générales et agencements,
- 5 000 € correspondant à l'acquisition éventuelle de matériels informatiques,
- 2 000 € pour éventuel achat de mobilier,
- 3 000 € pour extincteurs et divers,
- remboursement du capital pour 88 000 €,
- dépenses imprévues pour 4 000 €.

Les Commissions des finances/services publics et des Travaux ont été saisies du présent projet de budget respectivement les 7 et 8 décembre 2015 et la Commission consultative des services publics locaux le 8 décembre 2015.

Le Comité Syndical est appelé à se prononcer sur le projet de budget primitif principal 2016 « Gestion générale » tel que présenté par le Président.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à la majorité des membres présents ou représentés, (1 contre M. Eric VEYRENC) **ADOpte** cette proposition telle que résumée dans la balance ci-après :

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**VUE D'ENSEMBLE****FONCTIONNEMENT**

V O T E		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 400 000,00	1 400 000,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	1 400 000,00	1 400 000,00

INVESTISSEMENT

V O T E		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	148 000,00	148 000,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	148 000,00	148 000,00
	TOTAL		
	TOTAL DU BUDGET (3)	1 548 000,00	1 548 000,00

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL